

**JEAN STOETZEL ÉLÈVE
DE MAURICE HALBWACHS :
LES ORIGINES FRANÇAISES
DE LA THÉORIE DES OPINIONS***

Seuil
Jean-Christophe MARCEL

- P. Bourdieu, 1992, *Les règles de l'art*, Paris, Éditions du Seuil.
- A. Compagnon, 1983, *La troisième république des lettres*, Paris, Éditions du Seuil.
- V. Descombes, 1987, *Proust, Philosophie du roman*, Paris, Éditions de Minuit.
- J. Dubois, 1997, *Pour Albertine. Proust et le sens du social*, Paris, Éditions du Seuil.
- M. Dubois (éd.), 1994, *Sociologies de l'auteur*, Paris, Éditions Ellipses.
- E. Durkheim, 1963, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF (1^{re} éd. 1895).
- 1975, *Textes, éléments d'une théorie sociale*, Paris, Éditions de Minuit.
- N. Elias, 1991, *La société des individus*, Paris, Fayard.
- S. Gaubert, 1980, *Proust ou le roman de la différence*, Lyon, PUF.
- J. Gracq, 1986, *Proust considéré comme témoin*, Paris, Éditions Complexe.
- A. Henry, 1986, *Proust*, Paris, Balland (1^{re} éd., Flammarion, 1983).
- 1978, « Le kâlidoscope », *Cahiers Proust*, n° 9, Gallimard.
- 1983, « Dans l'enfer des sous-groupes », *Proust romancier*, Paris, Flammarion.
- W. Lépenies, 1990, *Les trois cultures, entre science et littérature l'œuvre de la sociologie*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme.
- M. Mauss, 1960, « Une catégorie de l'esprit humain : la notion de personne », *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF.
- E. Moine, août-septembre 1970, « Les rapports sociaux : l'un et l'autre », *Europe*.
- M. Raimond, L. Fraisse, 1989, *Proust en toutes lettres*, Paris, Bordas.
- J.-F. Revel, 1964, *Sur Proust. Remarques sur « A la recherche du temps perdu »*, Paris, Éditions Grasset.
- G. Tardé, 1890, *Les lois de l'imitation, étude sociologique*, Paris, Éditions Alcan (Éditions Slatkine, Paris, Genève, 1979).
- G. Tardé, 1895, *La logique sociale*, Paris, Éditions Alcan.
- P. V. Zima, 1973, *Le désir de mythe, une lecture sociologique de Marcel Proust*, Paris, A. G. Nizet.

RÉSUMÉ. — Le but de cet article est de suggérer que contrairement à l'image qu'en a gardée de lui (et qu'il a largement contribué lui-même à entretenir), Jean Stoetzel n'a pas été pour la sociologie durkheimienne le « particide » qu'on a souvent identifié en lui. Sans doute la méthode des sondages inspirée de Gallup rompt-elle avec la posture épistémologique des durkheimiens. Puisqu'elle travaille directement sur le sens que les individus donnent de leur conduite, et ambitionne grâce au traitement chiffré des opinions recueillies de mettre au jour les éventuelles attitudes qui sont à l'œuvre derrière les contributeurs d'opinion. Néanmoins, ce protocole de recherche s'appuie sur une vision de l'homme en société où ce dernier ne laisse pas de subir la contrainte d'une conscience collective, et où l'opinion qu'il formule est la forme sensible des représentations essentielles que cette conscience renferme. On pourraient s'autoriser à y voir un prolongement de la conception qu'Halbwachs se faisait jadis de la prise que la société a sur elle-même et sur son corps (à savoir sa population) dès lors qu'elle adopte une forme « sensible » matérielle qui s'impose aux esprits.

ABSTRACT. — This article aims at suggesting that in contradiction with his self-made reputation Jean Stoetzel is not the particide of the durkheimian sociology he has often been referred to. The polling method inspired by Gallup undoubtedly breaks with the durkheimians' epistemological attitude. It operates directly on the meaning given by individuals to their behaviours. It also has the ambition, thanks to data processing, to unveil the potential attitudes at work behind the trends of public opinion. This research protocol is based however on a vision of man as a part of society, constantly under the pressure of a collective conscience. His opinion is the perceptible form of the basic representations lying within this conscience. One may thus consider it as an extension of Halbwachs' conception of the influence society has on itself and its body (i.e. its population) as soon as it adopts a « perceptible » material form that penetrates our minds.

* Nous voudrions remercier ici plus particulièrement les p^a F. Chazel et B. Valade qui, chacun à leur manière, nous ont guidé et encouragé dans ce travail.

« A Monsieur le Pr M. Halbwachs, mon directeur de thèse et mon maître, qui a encouragé, guidé, corrigé ce travail encore très imparfait, avec une sympathie et une compréhension que je n'oublierai pas. En témoignage de ma reconnaissance profonde et de mon respectueux attachement. »

Telle est la dédicace que l'on peut lire sur l'exemplaire de la *Théorie des opinions* que le jeune Dr Stoezel avait offert jadis à Halbwachs¹. L'hommage est vibrant, et tranche singulièrement avec le ton incisif que Stoezel adoptera par la suite vis-à-vis de l'école durkheimienne.

On sait, en effet, qu'il s'est fait le champion de l'antidurkheimisme, appelant par exemple en 1946 à rompre avec « le phlogistique sociologique, stérile et paralytant » inventé par Durkheim, et demandant qu'on mette « les jeunes générations de futurs chercheurs à l'abri de son influence » (Stoezel, 1991, p. 451). Il y avait eu des précédents, car c'est très tôt que son « allergie » à la tradition philosophique poussait le jeune Stoezel à rejeter toute parenté intellectuelle avec la sociologie durkheimienne. En 1941 il livre dans les *Annales sociologiques* pourtant encore tenues par les derniers collaborateurs de Durkheim, et alors qu'il est étudiant au Centre de documentation sociale dirigé par C. Bouglé, un article où il défend la posture d'une psychologie sociale qui « n'est pas [...] une sociologie rendant compte de ces actions (collectives) par une participation à la vie d'un Grand Être collectif, doué de conscience et de volonté » (Stoezel, 1991, p. 5). A cette époque, il s'est déjà résolument tourné vers une autre tradition scientifique inspirée des recherches de Gallup (dont il a pris connaissance lors d'un voyage d'étude effectué à Columbia quelques années plus tôt) et commence à s'intéresser aux sondages et aux notions d'opinion et d'attitude. Il a en horreur le concept de conscience collective qui à ses yeux interdit « l'accumulation et le progrès scientifique » (Blondiaux, 1991, p. 416), et il ne cessera pas de le proclamer. Corrélativement, il rejette l'idée durkheimienne de contrainte sociale qui selon lui donne une vision faussée de la réalité sociale. Dans son

1. Cet ouvrage peut être consulté à la bibliothèque de l'IRESCO, dont le fonds est en grande partie celui du Centre d'études sociologiques, créé en mars 1946 à l'initiative de G. Gurvitch et de Marc Halbwachs (d'après Lautman, 1981, p. 270). Or, Y. Halbwachs avait fait don de la bibliothèque de son mari au nouveau organisme.

manuel de psychologie sociale il rappelle encore plus de trente ans après que « l'acculturation ne consiste pas [...] à subir de ces contraintes paralysantes, auxquelles pensait d'abord Durkheim » (Stoezel, 1978, p. 71).

Pourtant, à côté de cette attitude manifeste de rejet à l'égard de ce qu'il nomme la « sociologie d'inspiration philosophique de la « période humaniste » (Stoezel, 1957), Stoezel garde toujours une tendresse pour Halbwachs, qu'il ménage de ses critiques². Il le présente comme le seul durkheimien qui, grâce à des travaux touchant à des thèmes non moins variés que les méthodes utilisées pour les traiter, garde vivant dans les années trente l'héritage de Durkheim, et assure la transition avec la période suivante dite « de l'empirisme » qui s'ouvrirait en 1945 (*ibid.*, p. 641-642). Même dans le discours de Bordeaux de mars 1946, où nous avons vu que pourtant il n'épargnait guère l'École française de sociologie, il rappelait qu'il avait « des raisons bien précises de conserver une gratitude exceptionnelle [...] à la mémoire [...] du dernier et du plus tragiquement disparu de (mes) maîtres directs, Maurice Halbwachs » (Stoezel, 1991, p. 444). Cette admiration, elle non plus, ne semble guère avoir été altérée par les années³.

C'est pourquoi les quelques lignes de dédicace placées en épigraphie de ce travail nous semblent révélatrices d'un lien qui dépasse largement le cadre d'une relation « affective » de maître à élève⁴, et s'apparenterait aussi à une filiation intellectuelle qui à nos yeux concerne surtout les travaux tardifs du durkheimien sur la mémoire collective et sur la démographie⁵. Ce que Stoezel retient surtout de son directeur de thèse c'est cette idée qu'il y a des contextes sociaux à la production des phénomènes psychologiques, et en particulier à la mise en œuvre des mécanismes qui influencent les attitudes et les

2. Ce que n'a pas manqué de noter Blondiaux, dont le propos est pourtant de montrer en quoi la sociologie de Stoezel était l'antithèse du projet de Durkheim (Blondiaux, 1991).

3. Signalons pourachever de convaincre le lecteur que, par exemple, l'enquête menée avec Girard sur les rapports entre Français et immigrés commence par une citation tirée de la *Morphologie sociale* (Stoezel et Girard, 1953a, p. 6) et que le chapitre 8 du *Traité de psychologie sociale* est presque entièrement consacré à Halbwachs et au problème de la mémoire collective (Stoezel, 1973).

4. Même si, en effet, les liens entre Halbwachs et Stoezel n'étaient pas qu'intellectuels. Par exemple, lors de la campagne que le durkheimien mena pour son élection au Collège de France il demanda à son élève de lui servir d'« homme de paille » en se présentant en seconde ligne derrière lui.

5. Voir Halbwachs, 1950 ; et Halbwachs, 1925. A propos de la *Mémoire collective*, Stoezel estime que « this theory was extremely new at that time » (Stoezel, 1957, p. 633).

opinions. En résumé, s'il importe désormais de sonder les consciences individuelles pour étudier une opinion qui est à envisager comme la forme verbale de la conduite – laquelle reflète la construction de la personnalité individuelle – il faut garder le souci de replacer les interprétations individuelles dans la totalité d'une conscience plus large, constituée de ce que les individus vivent en commun. N'affirme-t-il pas dans sa *Théorie des opinions* que, pourvu qu'elle soit collectivement partagée, l'opinion est « la preuve sensible du sentiment du groupe » (Stoetzel, 1943, p. 359) préoccupé de durer dans le temps et dans l'espace (*ibid.*, p. 170) ? De même, là où sa théorie des opinions rencontre la sociologie et la démographie, Stoetzel, nous semble-t-il, ne laisse pas d'adopter une vision du groupe qui est très proche de celle d'Halbwachs. Comment comprendre autrement les enquêtes effectuées sous les auspices de l'INED, par exemple, lesquelles révèlent l'importance accordée aux faits de démographie, considérés dans la lignée d'Halbwachs comme l'inscription physique visible des faits sociaux ? C'est pourquoi il nous semble aussi qu'il a un positionnement ambigu face à la sociologie durkheimienne : il est, à notre connaissance, le seul chercheur⁶ de sa génération à utiliser le concept de conscience collective !

C'est cette relation ambivalente avec l'héritage durkheimien que nous voudrions interroger, en posant l'hypothèse que Stoetzel était bien plus influencé par Halbwachs qu'il n'a voulu (ou pu) le laisser croire (préoccupé qu'il était comme tous les chercheurs de sa génération de reconstruire la sociologie française en réaction contre la pensée de ces aînés). Malgré la rupture épistémologique profonde que constitue la mise au point de la théorie des opinions et de la technique des sondages, nous serions tenté de croire qu'il garde d'Halbwachs une volonté de bien cerner un domaine où les faits de psychologie ne cessent jamais d'être le reflet de courants sociaux profonds, mais par des lois propres et qu'il importe de mettre à jour. Ce qui rétrospectivement entérine la fécondité de la psychologie collective que ce dernier avait commencé à développer dans les dernières années de sa vie.

Théoriser l'affectif

A sa façon d'appréhender le comportement de l'homme en société, Stoetzel associe bien sûr la psychologie sociale, qui rompt radicalement avec la tradition sociologique durkheimienne, et débouche sur une théorie de l'homme en société, pour laquelle le legs de la conscience individuelle n'est plus un reliquat dont il faut s'efforcer de gommer l'influence, mais au contraire un digne objet d'étude.

Une nouvelle posture épistémologique

En effet, Stoetzel est intimement persuadé que le corps social n'existe que dans la mesure où ses membres le pensent. Toutefois, cette pensée n'est pas l'artefact d'une conscience supra-individuelle autonome qui entre en lui, mais le produit d'un processus au cours duquel l'individu, doté de sa personnalité propre, se construit au contact des autres et acquiert une conscience plus ou moins claire de lui-même : « Ce qui détermine la conduite d'un homme, c'est la combinaison de ses dispositions natives et des influences auxquelles il a été soumis » (Stoetzel, 1978, p. 66). On ne peut donc comprendre ce qui se passe dans le monde social qu'en observant les situations concrètes qui donnent à voir ce processus. Dans ce but, sa psychologie sociale part de ce présupposé selon lequel « à la source de conduites concrètes ou de comportements individuels, considérés isolément ou en masse », il existe « certaines formes de préparation, à l'action, des "attitudes", dont il est assez différent de définir un contenu formel mais qui ont un caractère opératoire » (Girard, 1987, p. 122). L'attitude est à comprendre comme une « disposition mentale » (Stoetzel, 1943, p. 67), ou encore « un montage psychologique qui rend le sujet plus ou moins favorable à certaines coutumes, à certaines personnes, à certains événements, à certaines idées », et le predispose à agir conformément aux préférences ou aux répulsions que cela fait naître en lui (*ibid.*, p. 68). Ce sont ces attitudes qui sont à l'œuvre dans la réalité sociale et qui font par exemple les forces politiques avec lesquelles tout pouvoir doit pouvoir compter, ou encore qui modèlent les comportements face au mariage et à la natalité. Il n'est donc pas indifférent d'en connaître les mécanismes. Dans cette optique, ce qui, on le sait, intéresse Stoetzel, c'est le fait qu'une « représentation générale du monde et

6. Avec Girard il est vrai, mais on sait que les liens intellectuels entre les deux hommes ont toujours été très étroits, et ce n'est sûrement pas un hasard.

7. Voir, par exemple, Stoetzel et Girard, 1934, p. 34.

des choses, des valeurs apprises au sein d'un milieu particulier, acceptées ou rejetées, dispose chacun », non seulement « à réagir d'une manière déterminée en face des événements », mais surtout « à émettre à leur propos des opinions conformes à leur attitude propre qu'elles expriment sous forme verbale » (Stoetzel, 1941, p. 222). L'opinion est la forme de déclaration d'intention sous laquelle transparaît l'attitude.

En conséquence, une théorie des opinions est nécessaire, et ne peut que se développer simultanément sur le plan de la sociologie et de la psychologie. Il n'y a plus lieu de poser un hiatus de principe entre la conscience collective et la conscience individuelle. Car dans les conduites que l'individu adopte et dans les opinions qu'il formule, il y a certes les facteurs institutionnels (modèles culturels et représentations collectives), mais aussi des facteurs interpersonnels et individuels qui s'y rajoutent (et qui interviennent dans les processus internes de motivation, de perception et de mémorisation). Par exemple, prendre des vacances relève des manières de vivre, des mœurs, des modes, mais fait aussi partie des fonctions de la personne. Les comportements touristiques sont aussi le produit des statuts personnels. Mode d'hébergement et moyen de transport peuvent conférer plus ou moins de prestige à celui qui part en vacances (Stoetzel, 1953, p. 231-232). Opinions et attitudes prouvent que la société est possible parce qu'il existe une nature humaine, mais aussi parce que tous les individus sont différents : chaque personne est à la fois créature incomparable et copie d'un modèle reproduit un nombre incalculable de fois. C'est pourquoi si, de manière générale, « on caractérise un individu en disant qu'il est colérique [...] ou qu'il est coléreux », « on le caractérise beaucoup plus heureusement, dans la conception psychosociale, en montrant qu'il s'emporte surtout quand on attaque, devant lui, les principes du libéralisme économique, l'autorité de l'Eglise, ou le prestige de l'Etat » (Stoetzel, 1941, p. 7). Il en résulte que la signification que l'individu donne de sa propre conduite, aussi chargée d'affection soit-elle, est significante, et par tant, la réalité la plus facilement accessible sur laquelle travaille le chercheur est bien l'opinion — c'est-à-dire « l'adhésion à une certaine formule, plus ou moins nuancée, qu'on peut énoncer en face d'un problème » —, laquelle est une manifestation plus ou moins nommée social essentielle, la preuve sensible la plus évidente des conduites sociales.

La notion d'opinion : un concept pluridimensionnel

La nature des attitudes et la recherche d'une délimitation de la part du collectif et de l'individuel qu'elles renferment, problème sur lequel les durkheimiens avaient fait couler beaucoup d'encre, ne sont plus à l'ordre du jour. Il suffit d'aller glaner, en aval, le sens que les individus donnent à leur vécu. Il y a donc intérêt non seulement à ne pas se dénier des interprétations personnelles d'une situation, mais encore à aller les recueillir dans ce qu'elles ont de plus spontané et de plus personnel. C'est là tout un nouveau champ de recherche que Stoetzel offre à la science sociale⁸, puisqu'il devient possible de réfléchir à un double niveau, selon que l'on a affaire à une opinion privée qui reflète les mécanismes psychologiques par lesquels se construisent les attitudes profondes, ou les opinions publiques, qui sont les stéréotypes auxquels adhèrent l'individu en tant que membre du corps social.

« L'opinion privée, comme l'opinion publique, est une réaction d'un individu, qui tend à s'exprimer, à se diffuser, et à agir dans son milieu. En adoptant une opinion, qu'elle soit privée ou publique, l'individu se pose en face du milieu qui l'entoure [...] il donne un texte au rôle qu'il joue. Ce rôle, il le joue comme un cavalier seul, ou comme membre obéissant du cheeur. Mais de toute manière, c'est le personnage social qui s'exprime et se définit par la réaction d'opinion » (Stoetzel, 1943, p. 348-349).

Il devient possible désormais de traiter le problème du « lien obscur entre la recherche des modèles explicatifs correspondant au point de vue de l'observateur, et l'élucidation de l'expérience vécue propre à l'acteur et au participant », selon les mots de Maisonneuve (1981, p. 28-29).

En effet, l'opinion implique la personnalité du sujet puisqu'en la formulant il se réfère à son histoire, fait appel à son expérience pour se mettre en scène comme une personne qui fait des choix. Elle est la résultante d'un processus d'adaptation au point de vue de l'observateur, et l'élucidation de l'expérience vécue propre à l'acteur et au participant», selon les mots de Maisonneuve (1981, p. 28-29).

8. Notons au passage qu'après 1945, il n'est pas le seul à militer pour une posture pluridisciplinaire en sociologie. Les projets alternatifs de Friedman et Gurvitch, quoique chacun très différents, en appellent eux aussi à une sociologie empirique plus proche de la psychologie.

autres, une signification qui a tendu vers la production d'une conduite intentionnelle. Par exemple, certaines expressions verbales peuvent être le reflet d'une attitude qui s'est construite par habitude. L'individu a dû un jour affronter une situation inédite en puisant dans ses ressources présentes, et a répété sa réaction pour peu qu'elle se soit révélée adaptée aux exigences de ladite situation, la « cristallisant » de la sorte en une attitude durable. Bref, l'opinion est l'image externe de la formation de la personnalité.

Pourtant, toutes les opinions n'impliquent pas au même degré la personnalité. L'opinion privée concerne les attitudes profondes du sujet, et, « fluide, labile », souffre quelques nuances (Stoetzel, 1943, p. 147). C'est ainsi qu'en allant interroger les immigrés en France pour comprendre leur plus ou moins grande adaptation, Stoetzel et Girard constatent que derrière le motif dominant de l'émigration : le motif économique,

« dans la conscience individuelle, la raison du départ est parfois une mésentente familiale, un esprit aventureux, le désir du changement. Obéissant à une impulsion collective, et cédant à une contrainte économique, l'individu sauvegarde son autonomie en mettant en avant, à ses propres yeux, des impulsions qui n'appartiennent qu'à lui » (Stoetzel et Girard, 1953a, p. 63).

L'opinion publique, *a contrario*, est plus superficielle et moins nuancée. C'est un stéréotype qui exprime la façon dont les membres d'un groupe pensent collectivement une situation. L'individu le fait bien parce qu'il correspond le mieux à ses rôles, et lui permet de se construire son statut avec le maximum d'efficacité. Bref, l'opinion stéréotypée a une portée fonctionnelle :

« La stéréotypie est [...] le processus par lequel un individu, se sentant attiré à un groupe social, et opposé aux hors-groupes, produit ses opinions en accord avec les thèmes stéréotypés en honneur dans le groupe, et qui l'opposent aux hors-groupes » (Stoetzel, 1943, p. 313).

C'est en opinant selon le stéréotype que l'individu s'intègre au groupe social, lui apporte la bonne volonté de son loyalisme en souscrivant sans discussion à ses clichés. C'est ainsi que les Français sont dans les années cinquante majoritairement hostiles à l'installation des étrangers en France, surtout dans leur profession, car ils craignent qu'on leur prenne leur travail (Stoetzel et Girard, *op. cit.*, p. 32 et sq.).

Dès lors, toute la question est de pouvoir discerner les opinions privées des opinions publiques, faire la part de ce qui est personnel

et de ce qui est collectif afin d'établir des résultats fiables et d'avoir une vue claire sur la force des attitudes qui sont à l'œuvre derrière les courants d'opinion. Or la formulation verbale en tant que telle ne donne pas forcément à voir où se situe exactement l'influence de l'individu qui s'exprime surtout comme membre d'un groupe, ou qui parle en son nom. Il serait de toute façon illusoire de chercher à séparer *a priori* ce qui relève d'un domaine ou de l'autre, tant les deux facettes de sa personnalité se compénètrent dans l'individu concret qui s'exprime. On comprend mieux rétrospectivement le sens des paroles très sévères que prononce Stoetzel à l'égard de durkheimiens « doctrinaires et philosophes », parce que trop préoccupés à « montrer la vérité d'une thèse : l'influence de la société pénètre et domine le comportement humain » (Stoetzel, 1991, p. 448). Il importe dès lors de substituer un nouveau programme scientifique à cette ambition obsolète :

« [...] Il ne s'agit plus de montrer que la société a une action sur le comportement animal et humain, il faut évaluer l'importance de cette influence » (*ibid.*, p. 447).

Une sociologie résolument empirique

On comprend mieux, dans ces conditions, l'importance que prend chez Stoetzel la référence aux techniques quantitatives importées des États-Unis⁹, qui constituent à ses yeux « un encouragement et un exemple » (Stoetzel, 1941, p. 24). Une fois la sociologie débarrassée des scrupules épistémologiques qui n'avaient cessé de hanter les sociologues de la génération précédente, il devient possible de se concentrer sur la mise au point de protocoles de recherches aptes à fournir les explications les plus compatibles avec la posture du psychosociologue. Tel est, on s'en doute, le statut privilégié du sondage, dont il ne cesse toute sa vie de faire la promotion, notamment grâce aux travaux de l'Institut français d'opinion publique qu'il a fondé en novembre 1938.

Le recours nécessaire à la quantification

S'il est vain d'essayer de connaître la nature des attitudes à travers le contenu des opinions, celles-ci peuvent en revanche être mesurées. Or, la quantification a cette vertu qu'elle permet de faire Stoetzel cite souvent.

9. Mises au point par des auteurs tels que Gallup, Lundberg, Katz, Lazarsfeld, que Stoetzel cite souvent.

apparaître la distinction entre opinions privées et opinions publiques. Grâce au choix d'un échantillon bien choisi, la méthode représentative permet de montrer comment à un moment donné et dans un certain contexte il y a, ou il n'y a pas d'opinion publique. Il suffit pour ce faire d'examiner la forme que revêt la distribution des opinions. A partir des réponses obtenues dans les questionnaires, si on demande au public de classer par ordre d'importance ou de préférence plusieurs faits, on obtient des courbes, dont la forme particulière est interprétable : si la distribution des opinions suit la courbe d'une loi normale, il n'existe pas de courant de pensée dans l'opinion, chacun pense pour lui-même, comme si on ne dépassait pas le stade de l'opinion privée ; si la courbe présente une autre distribution, c'est qu'il existe de forts mouvements d'opinion. A cette utilisation de la statistique, on peut associer des résultats, qui montrent qu'il est possible d'aller plus loin dans une explication du monde social qui s'attache à décrire l'expression individualisée des grands courants sociaux. La méthode du panel¹⁰, qui consiste à interviewer les personnes d'un même échantillon à plusieurs reprises dans le temps, permet de suivre les changements qui se produisent dans l'opinion, les motifs différents qui guident la décision des électeurs, et partant les phénomènes qui modifient la représentation politique d'un pays par exemple. Ainsi, en suivant l'évolution des opinions tout au long d'une campagne électorale, on peut mettre en évidence les mécanismes de la décision et de la manière dont se fixent les choix, souligne Michelat (1989, p. 98). En comparant successivement dans le temps les réponses individuelles, et les courants d'opinion qui leur sont associés, on voit comment le vote par exemple est lié en termes de probabilité à « des systèmes organisés de représentations, d'attitudes, de normes, affectivement valorisés », et comment ceux-ci retentissent sur celui-là (*ibid.*, p. 104).

Un deuxième domaine d'investigation privilégié est celui des phénomènes économiques, qui dépendent eux aussi dans une certaine mesure des réactions psychologiques des hommes qui les subissent et en sont les acteurs :

« La confiance ou l'inquiétude du public, la manière dont il se représente le mouvement des prix, son anticipation à la hausse ou à la baisse, l'estimation de son pouvoir d'achat exercent une influence sur les aléas de la conjoncture » (Girard, 1987, p. 205).

10. Empruntée à Lazarsfeld.

Pour décrire la diffusion de l'opinion du public concernant l'appréciation de la conjoncture, Stoezel organise plusieurs fois par an à partir de 1945 un sondage auprès d'un échantillon représentatif de la population à qui il pose la question : « Quelle somme faut-il par mois, à votre avis, pour faire vivre une famille de quatre dans votre localité ? » Il s'aperçoit que la distribution des estimations du coût des besoins de la vie a un aspect gaussologarithmique, et en déduit qu'une telle appréciation fait implicitement référence à une norme. Or cette dernière « apparaît assez étroitement conditionnée par la situation individuelle de celui qui l'exprime », et en particulier liée au revenu dont dispose l'enquêté (Desabie, 1981, p. 159). Les évolutions de l'indicateur EBVC apportent donc de précieux renseignements. En le comparant à l'évolution du revenu et des prix, on a une illustration de la naissance dans les mentalités des mécanismes qui président à la croissance des « dépenses socialement nécessaires »¹¹. On peut aussi mettre en évidence les répercussions des événements politiques, ou économiques sur le « moral » de la population, et partant les mouvements de confiance ou de panique qui en résultent.

On voit donc qu'il se forme dans les mentalités individuelles des préoccupations subjectives qui se cristallisent en attitudes collectivement partagées. Mais, encore une fois, il n'est pas nécessaire de justifier, comme le faisait Simiand par exemple, le caractère autonome ou prégnant des préoccupations économiques pour rendre compte du caractère social d'un mouvement économique. L'estimation donnée par l'enquête du coût des besoins de la vie condense à elle seule tous les ordres de préoccupations qui s'y rattachent, et au pire il suffit de poser des questions complémentaires pour essayer de discerner les motivations les plus fortes qui sont à l'origine de la réponse.

Le chiffre, on l'aura compris, en permettant d'atteindre un haut niveau de généralité montre concrètement comment il existe des particularismes à l'intérieur du tout, ou si on préfère des identités de vues au-delà des différences¹².

11. Par la nécessité de suivre la mode, ou par l'effet d'une hausse des besoins consécutives à une hausse des revenus.

12. Les mots sont de Girard, 1946, p. 278-279.

Pour décrire la diffusion de l'opinion du public concernant l'appréciation de la conjoncture, Stoezel organise plusieurs fois par an à partir de 1945 un sondage auprès d'un échantillon représentatif de la population à qui il pose la question : « Quelle somme faut-il par mois, à votre avis, pour faire vivre une famille de quatre dans votre localité ? » Il s'aperçoit que la distribution des estimations du coût des besoins de la vie a un aspect gaussologarithmique, et en déduit qu'une telle appréciation fait implicitement référence à une norme. Or cette dernière « apparaît assez étroitement conditionnée par la situation individuelle de celui qui l'exprime », et en particulier liée au revenu dont dispose l'enquêté (Desabie, 1981, p. 159). Les évolutions de l'indicateur EBVC apportent donc de précieux renseignements. En le comparant à l'évolution du revenu et des prix, on a une illustration de la naissance dans les mentalités des mécanismes qui président à la croissance des « dépenses socialement nécessaires »¹¹. On peut aussi mettre en évidence les répercussions des événements politiques, ou économiques sur le « moral » de la population, et partant les mouvements de confiance ou de panique qui en résultent. On voit donc qu'il se forme dans les mentalités individuelles des préoccupations subjectives qui se cristallisent en attitudes collectivement partagées. Mais, encore une fois, il n'est pas nécessaire de justifier, comme le faisait Simiand par exemple, le caractère autonome ou prégnant des préoccupations économiques pour rendre compte du caractère social d'un mouvement économique. L'estimation donnée par l'enquête du coût des besoins de la vie condense à elle seule tous les ordres de préoccupations qui s'y rattachent, et au pire il suffit de poser des questions complémentaires pour essayer de discerner les motivations les plus fortes qui sont à l'origine de la réponse.

Le chiffre, on l'aura compris, en permettant d'atteindre un haut niveau de généralité montre concrètement comment il existe des particularismes à l'intérieur du tout, ou si on préfère des identités de vues au-delà des différences¹².

Il devient possible, sur un problème précis, de prouver que derrière les attitudes manifestées sous un aspect particulier par un individu, il existe de profonds courants sociaux dont il ne cesse de se faire l'interprète fidèle, dans sa singularité. L'explication marquerait donc bien un progrès depuis les durkheimiens, puisqu'il n'est pas nul besoin, dans ces conditions, de s'efforcer de démontrer les différences qui

séparent la conscience individuelle de la conscience collective, et d'écartier les impressions personnelles de tout un chacun sur un sujet donné. En disposant du témoignage singulier et en mettant en évidence la force collective à laquelle il participe, on se fait une idée plus riche en couleurs de ce qu'est la vie sociale : quand il se forme une opinion publique, il devient possible de donner une idée vraie des grands courants sociaux qui parcourent les groupes humains.

En somme l'enquête d'opinion réussit cette gageure de montrer de quoi sont faites, dans leurs nuances et leurs imperfections, les visions qu'ont et le groupe, et les individus qui le composent, de leur environnement social. On ne peut donc que suivre Blondiaux quand il affirme qu'aux yeux de Stoetzel ce sont les techniques quantitatives qui sont le véritable critère de la scientificité, et que cet idéal scientifique va de pair avec l'apologie de la méthode de terrain (Blondiaux, *op. cit.*, p. 433 et sq.).

L'enquête sur le terrain revisée au goût du jour

Pour construire la sociologie empirique qu'il appelle de ses vœux après 1945, Stoetzel mêle à la tradition américaine – dont il se veut l'importateur en France, afin de convertir ses compatriotes « à l'esprit et aux méthodes de la sociologie américaine » (Blondiaux, *op. cit.*, p. 424) – une tradition française plus ethnographique héritée de Le Play, « for a long time repressed, or better still implicit, which finally burst through and blossomed into full daylight » (Stoetzel, 1957, p. 644). Selon Girard, c'est lors de son passage à la Fondation Carrel, pendant la guerre, qu'il put la roder et en mesurer toute l'efficacité (Girard, 1986, p. 123).

La référence à l'école de Le Play, et en particulier aux travaux de Bureau et Descamps dont l'inspiration méthodologique « remains tenacious and fertile » (Stoetzel, 1957, p. 630), est une avancée supplémentaire dans la rupture avec les professeurs durkheimiens qui sont perçus comme des hommes de cabinet. Même les travaux de psychosociologie du grand Halbwachs n'échappent pas à la règle, qui s'appuient plus sur des « individual psychological analysis, or, at most, on literary considerations, rather than on laboratory research or field investigations » (*ibid.*, p. 633)¹³. Le pas de la sociologie spécum

¹³ On pense en particulier à *La topographie légendaire des évangiles en "Terre sainte"*, où Halbwachs montrait selon quelles lois la mémoire collective, en se métamorphosant, faisait subir à un groupe une évolution de son regard sur lui-même et sur le monde qui l'entoure. Or ce travail était fait à partir de divers documents et témoignages retrouvant un passé révolu. Halbwachs n'a jamais préconisé l'emploi d'une méthode susceptible d'être appliquée à l'étude actuelle des groupes existants.

lative à la sociologie empirique, soucieuse d'aller étudier les faits, est résolument franchi.

Il importe en effet d'étayer les sondages par des interviews qui, pourvu qu'elles soient bien menées, permettent d'obtenir les réponses les plus conformes aux attitudes.

« On recueille ainsi des réponses au nombre que l'on veut, qui peuvent être refléchies certes, mais que l'on sait dans toute leur spontanéité. C'est le réflexe qu'on cherche à capter, indice d'une adhésion profonde, en même temps d'un libre choix, plutôt qu'une opinion résultant d'une longue délibération, ou relevant d'une discussion serrée... » (Girard, 1946, p. 275).

Toutefois, si elle ne doit pas être le fruit d'une naïve réflexion, la réponse ne doit pas moins provenir « des opinions qui plongent profondément leurs racines dans le passé des individus et des groupes sociaux et qui, au moins dans une certaine mesure, sont inclinées vers l'avenir » (Stoetzel, 1948, p. 21). C'est à cette condition que l'on touche les grands courants sociaux. En conséquence, l'interview, par le contact direct avec l'enquêté, consiste à poser des questions qui intéressent ce dernier, c'est-à-dire qui ont déjà pénétré antérieurement sa conscience. C'est pourquoi la plupart du temps les questions posées portent sur l'actualité, afin de ne pas décontenancer la personne interrogée. Ainsi, en 1939, dans *Sondages*, la revue de l'INOP, sans crainte de déchaîner les passions associées à une actualité brûlante, on pose la question suivante : « S'il y avait des élections législatives en ce moment, voteriez-vous comme vous avez voté en 1936 ? » (Michelat, *op. cit.*, p. 97). Lors de l'enquête par sondage de 1951, portant sur les attitudes et les comportements des Français à l'égard des immigrants¹⁴, on pose par exemple la question suivante : « Est-ce que la présence d'étrangers en France rend des services au pays ? », qui dans le contexte de l'après-guerre est lié à l'actualité la plus brûlante (reconstruction du pays, problèmes de logement et donc de priorités éventuelles à accorder quant à leur attribution, rancœur à l'égard de l'Allemagne...). Au sein de ce contenu, il y a un ordre à respecter, qui permet de cerner progressivement ce qui, chez les individus, plonge, au-delà des particularités psychiques et affectives de chacun, ses racines loin dans les mœurs et habitudes de leurs groupes d'appartenance.

¹⁴ Enquête qui a donné lieu à la publication de *Français et immigrés*, écrit en collaboration avec Girard en 1953.

C'est ainsi que Stoetzel recommande de construire un questionnaire de 12 ou 15 questions qui suivent une sorte de crescendo pour aboutir à une question centrale. « Il s'agit de faire le tour d'un problème en un nombre restreint de questions », écrit de son côté Girard (Girard, 1946, p. 277). De plus, puisqu'il s'agit pour le chercheur d'appréhender le sens vécu par chacun de sa conduire, il est nécessaire que l'enquêteur réalise avec l'interview une situation qui soit l'équivalent psychologique de la situation dans laquelle on désire connaître la réaction du sujet : par exemple, au cours d'une élection, on doit s'efforcer de placer la personne interrogée dans une situation proche de celle de l'élection. Pour ce faire, la forme des questions a une importance capitale. Ces dernières doivent être simples, « claires, précises et concises, à la manière des ordres militaires, afin qu'elles ne prêtent à aucune équivoque, et puissent être comprises de tous ». Pour ce faire, elles sont souvent formulées en langage familier, c'est-à-dire le plus souvent parlé. La plupart du temps elles sont fermées, « susceptibles d'une réponse sans ambiguïté, par oui ou par non », et offrant « la possibilité d'un choix simple » (Girard, *ibid.*, p. 277).

On peut faire quelques différences selon que le problème contenu dans la question a une portée plus ou moins générale. Ainsi, concernant une question débattue sur la place publique « chaque fois que cela paraît intéressant, il est demandé au sujet interrogé de préciser en un bref commentaire le sens de sa réponse, en exprimant ses motifs ou en alléguant les raisons de ses préférences [...] » (*ibid.*, p. 278). En face d'opinions privées, on gomme les stéréotypes, on formule la question en termes aussi peu affectifs que possible, et on reste concret, précis, prosaïque : on multiplie alors les chances que le sujet émette une réponse privée.

C'est pourquoi les données ethnographiques sont utiles. La nécessité qu'il y a de discerner les opinions privées de l'opinion publique rend les deux méthodes assez complémentaires. L'enquêteur doit donc chercher à combiner les deux, notamment en effectuant, au cours de plusieurs visites, des entretiens prolongés chez les enquêtés. L'entretien non directif, en effet, permet de mieux se rendre compte des imbrications qui existent entre toutes les dimensions des visions du monde spécifiques de chacun. Ainsi, en présentant les enquêtes monographiques réalisées auprès des immigrés, Girard et Stoetzel rappellent : « On se proposait d'observer, par l'intermédiaire d'« enquêteurs », l'histoire détaillée de chacune des familles étudiées dans les [...] groupes, avec le souci de dégager

d'une biologie extérieure les traits fondamentaux d'une biographie psychologique des familles ayant vécu personnellement le phénomène de l'émigration, c'est-à-dire départ du pays natal et installation dans un pays étranger » (Girard et Stoetzel, 1953^a, p. 154). En plus des « tranches de vie » ainsi observées, « l'enquêteur est appelé à recueillir les informations recherchées. Celles-ci ont trait au chef de ménage et à sa famille directe, père et mère, et, si l'y a lieu, épouse et enfants », et tiendront lieu de variables (*ibid.*). Bref, à l'issue des enquêtes, « si quelques impressions d'ensemble se dégagent en fin d'analyse [...] il y a lieu de ne jamais perdre de vue que ces impressions résultent de l'observation d'être parfaitement individualisés, qui ont chacun une origine, une physionomie et une histoire particulières » (*ibid.*, p. 178). On est sûr d'avoir brossé un tableau complet et nuancé de la réalité sociale, pour voir comment, « derrière une âme collective se meuvent des âmes particulières, pour y sentir en un mot la palpitation de la vie » (Girard, 1946, p. 278).

En somme, la sociologie de Stoetzel propose une analyse en dynamique du monde social, mais qui rétablit la part des affects de la conscience individuelle dans l'impulsion du mouvement de la vie sociale. La quantification des opinions pourvu qu'on l'assortisse d'un minimum de suivi, permet de donner une vision « instantanée » des grands courants de la vie sociale.

Conscience collective et opinion publique : le legs d'Halbwachs

En résumé, à la mise au point de questionnaires d'enquêtes, Stoetzel associe un traitement chiffré des données qui lui permet de montrer comment derrière des opinions à caractère privé, formulées par des individus, se dessinent des opinions publiques à l'origine des grands courants de la vie sociale. Dans ce modèle alternatif d'explication des faits sociaux, longuement mûri depuis ses années d'études à l'ENS et rodé durant la guerre¹⁵, il franchit le pas qui consiste à aller recueillir les témoignages oraux des acteurs de la vie sociale, en présupposant qu'il est envisageable d'en exploiter la valeur heuristique. Dans ces conditions, les tentatives précédentes des durkheimiens, préoccupés de baliser leur champ d'investigation

15. On peut même dire qu'à certains égards c'est durant les années quarante que sa pensée arrive à maturité, puisque, comme on le sait, il passe sa thèse en 1942-1943.

et d'y légitimer théoriquement cette plus grande attention accordée aux interprétations particulières faites par les individus de leur vécu au sein de la communauté, ne sont plus d'actualité : les sociologues ne se préoccupent plus des prémisses et des conséquences philosophiques de leurs travaux, annonçaient, comme on l'a vu, Stoezel dès 1946 (Stoezel, 1991, p. 444). Pourvu qu'on prenne le minimum de précautions dans la mise en place des méthodes d'investigation, l'observation sur le terrain montre d'elle-même qu'il y a un lien entre opinions privées et opinions publiques.

En ce sens, quand dans la foulée il déclare que « l'esprit de la sociologie contemporaine tourne le dos » aux « ambitions synthétiques » (*ibid.*, p. 450), il faut voir plus qu'une déclaration solennelle quelque peu provocatrice. Avec cette sociologie empirique qu'il veut construire, il résout tout à la fois le problème de la « fondation » épistémologique, de l'expérimentation et de l'explication. Sa méthode scientifique, expérimentale d'abord, est en même temps induitive, à partir du moment où elle s'est posée comme étant expérimentale : « Discours sur la recherche et discours sur l'instrument s'entrecroisent jusqu'à se confondre », note Blondiaux (*op. cit.*, p. 426). L'adjectif « empirique » est au sens fort l'expression de l'identité intellectuelle de Stoezel, qu'il condense. On comprend mieux aussi cet acharnement à dire qu'il « n'est pas un théoricien, ni un homme de cabinet » (Girard, 1987, p. 204) ; Girard se souvient bien de son ami s'amusant à répéter « je ne pense pas », dès qu'on lui demandait de qualifier sa posture théorique¹⁶.

Toutefois, il serait erroné à nos yeux de réduire la sociologie de Stoezel à son aspect instrumental. Certes, si au moyen de l'instrument d'investigation sur le terrain et du traitement des données ainsi recueillies il devient possible, par induction, de remonter du particulier au général, parce que le chiffre donne une forme expressive aux opinions, bref, si le chiffre permet d'inferer l'attitude à partir de l'opinion, Stoezel ne se contente pas de ce type d'explication. Il lui paraît impossible de penser le passage de l'individuel au général par la seule vertu explicative de son instrument de recherche¹⁷. Remontant plus loin en amont dans les condi-

¹⁶ Dans un entretien qu'il a bien voulu nous accorder le 20 juin 1994.

¹⁷ Corrélativement, si Stoezel assume jusqu'au bout la filiation intellectuelle qu'il s'était auparavant construite avec les Américains, en ne cessant pas d'entretenir des liens étroits avec la sociologie d'outre-Atlantique, il n'en critique pas moins l'absence d'ambition théorique. « L'intuition interprétative des auteurs continentaux doit apporter sa contribution pour corriger l'empirisme aveugle des Américains », écrit-il dès le début de l'ouvrage qu'il tire de sa thèse (Stoezel, 1943, p. 16).

tions d'existence de tout cet univers de représentations qui constituent « les systèmes symboliques », les « normes affectivement valorisées » qui « structurent perceptions, convictions, et conduites » (Michelat, *op. cit.*, p. 104), il adopte une théorie de l'homme en société où ce dernier ne laisse pas de subir plus ou moins conscientement la contrainte d'une conscience collective, et où l'opinion qu'il formule est la forme sensible des représentations essentielles que cette conscience renferme, c'est-à-dire la façon dont le groupe se pense et manifeste une intention de se conserver en l'état. Or, il nous semble que cette interprétation s'inspire en ligne directe de la conception qu'Halbwachs se faisait jadis de la prise que la société peut avoir sur elle-même et sur son corps, à savoir sa population et partant les individus qui la composent.

L'opinion : une « donnée immédiate » de la conscience sociale

Parce qu'elle est la formulation plus ou moins nuancée d'une prise de position face à un problème donné, l'opinion, pourvu qu'elle soit publique, intéresse le sociologue : « Le membre du corps social est une réalité aussi importante que l'individu purement psychologique. L'étude des opinions, limitée à la psychologie, n'a presque pas de sens. L'approche sociologique en est le complément indispensable » (Stoezel, 1943, p. 355). Or, il nous semble que cette sociologie que Stoezel appelle de ses vœux développe une théorie du groupe et de l'homme en groupe dont l'axiomatique n'est pas sans rappeler celle d'Halbwachs.

En effet, la cohésion sociale ne peut se comprendre que grâce à la présence d'opinions.

« La culture, l'organisation sociale, les processus fondamentaux de l'interaction, la contrainte sociale elle-même et peut-être surtout, trouvent leur explication définitive dans la communauté reconnue des valeurs, dans les opinions » (Stoezel, 1943, p. 348).

En opinant l'individu fournit une représentation de l'expression que prend le groupe dans la pensée de ses membres. L'opinion publique est le reflet des valeurs auxquelles le corps social souscrit de manière quasi unanime. Et ces valeurs reflètent à leur tour des positions que la société adopte face aux problèmes qui se posent à elle.

« Les individus et les sociétés se trahissent objectivement par les positions qu'ils adoptent ouvertement sur les problèmes généraux et concrets qui se posent à eux, et que l'on nomme communément problèmes d'actualité » (*ibid.*, p. 76).

L'opinion répond à une question sociale et est en elle-même une question sociale. Par exemple, si 81 % de Français interrogés estiment qu'assister à l'enterrement d'une personne de la famille est une obligation, c'est que la société exige des vivants qu'ils gardent un lien avec leurs morts : « Les Français ne formeraient pas une société s'ils ne s'intéressaient pas aussi au deuil des autres. On peut même dire qu'un bon indicateur des limites du groupe d'appartenance subjective d'un individu, est le domaine dans lequel il est concerné par les décès » (Stoetzel, 1980, p. 532).

Il en résulte qu'opiner c'est manifester son appartenance au groupe parce que c'est montrer qu'on est prêt à agir conformément à ce qu'attendent les autres, ou si l'on préfère à coopérer à l'objectivation des valeurs communes qui sont à la source du lien social.

« Prendre une position en présence d'un problème, définir son attitude sur une question, c'est impliquer qu'on est admis à coopérer à la solution du problème, c'est présupposer que la réaction d'opinion est attendue du groupe et sera reconnue » (Stoetzel, 1943, p. 356).

Le fait d'exprimer une opinion manifeste, comme on l'a vu, le statut social possédé ou postulé de l'individu dans son groupe, c'est une fonction sociale au même titre que la paternité par exemple. Toutefois, il serait faux de voir dans cette verbalisation le simple reflet d'une structure sociale préexistante. L'opinion est certes la preuve de l'existence d'une communauté de pensée, mais elle est aussi l'occasion de prendre conscience de son appartenance au groupe. En effet, prendre position sur une question débattue sur la place publique et s'apercevoir que les autres pensent de même, c'est valider son statut de membre du groupe, c'est-à-dire le construire tout autant que l'exprimer. Or, nous avons vu aussi que chez Stoetzel le groupe ne préexiste pas à l'individu en ce sens que l'opinion publique n'a pas une existence transscendante et indépendante de lui. Se conformer à la norme c'est donc l'occurrence qui permet à l'homme social de s'exprimer, et de prendre vraiment conscience de sa communauté de sentiment avec les autres. Si bien que l'occasion d'opinion est pour le groupe un moyen privilégié de prendre conscience de son unité grâce à l'unanimité que présentent les réponses, et de manifester son existence de manière claire. L'opinion publique est la preuve sensible la plus évidente de l'existence du groupe, parce qu'elle est la manifestation de la solution collective qu'il apporte à la résolution d'un problème. C'est

moins « le problème lui-même » que l'individu prend en considération, « que la solution collective donnée par son groupe et dont il tient compte » (Stoetzel, *ibid.*, p. 359). En conséquence, « l'efficacité de l'opinion de la majorité ne vient [...] pas d'une puissance mystérieuse attachée on ne saurait dire comment au simple poids du nombre. En réalité la majorité tient son prestige de ce qu'elle est la preuve sensible du sentiment du groupe » (*ibid.*)¹⁸. Et c'est en vertu de ce statut qu'elle s'impose à chacun de ceux qui adhèrent à ce stéréotype.

Or, Halbwachs n'écrivait-il pas, dès 1938, qu'un groupe est d'autant plus soudé, qu'il s'impose d'autant plus à ses membres, qu'il se fait une représentation claire de lui-même et de son unité, et que cette représentation passe par une représentation sensible, c'est-à-dire une représentation de la façon dont il s'inscrit dans la matière ?

« Bien qu'une société soit faite avant tout de pensées et de tendances, elle ne peut exister, ses fonctions ne se peuvent exercer que si elle s'installe et s'étend quelque part dans l'espace, si elle y a sa place » (Halbwachs, 1970, p. 168).

D'où la relation privilégiée que le groupe entretient avec les formes matérielles dans lesquelles il s'incarne : leur relative fixité lui fournit, en plus d'une preuve tangible de son existence, un principe original de stabilité. Ses membres peuvent alors se le représenter plus clairement et ressentir plus fortement leur communauté d'appartenance.

« En d'autres termes, de même qu'un corps vivant est soumis en partie aux conditions de la matière inerte, parce que, par tout un aspect de lui-même, il est une chose matérielle, une société, réalité psychique, ensemble de pensées et tendances collectives [...] a cependant un corps organique, et participe aussi à la nature des choses physiques. C'est pourquoi elle s'enferme, à certains égards, elle se fixe dans des formes, dans des arrangements matériels qu'elle impose aux groupes dont elle est faite » (Halbwachs, 1970, p. 168).

En fait, par une sorte de va-et-vient la société prend naissance grâce aux images spatiales stables qui la représentent, et qui sont le produit des préoccupations des hommes, mais en retour les esprits des membres du groupe adoptent ces images qui s'imposent à eux. Si bien qu'on peut considérer que les formes matérielles non seulement reflètent, mais aussi modèlent les préoccupations de chacun, dès lors qu'il agit et pense au titre de membre du groupe. En ce sens

¹⁸ C'est nous qui soulignons.

la forme matérielle du groupe est à la source de la vie psychologique « première » du collectif des individus qui le composent : ce sont les images spatiales qui vont donner naissance aux états psychologiques collectivement constitués qui motivent les individus, parce qu'elles sont à l'origine des représentations les plus essentielles que le groupe se fait de lui-même, et en particulier des représentations collectives associées aux souvenirs qui vont être stockés dans la mémoire collective.

« Comprendons bien [...] que les formes matérielles de la société agissent sur elle, non point en vertu d'une contrainte physique, comme un corps agirait sur un autre corps, mais par la conscience que nous en prenons, en tant que membres d'un groupe qui perçoivent son volume, sa structure physique, ses mouvements dans l'espace. Il y a là un genre de pensée ou de perception collective, qu'on pourrait appeler une donnée immédiate de la conscience sociale, qui tranche sur toutes les autres » (*ibid.*, p. 182-183)¹⁹.

Dès lors, il nous semble qu'on peut s'autoriser à voir dans la pensée de Stoetzel un prolongement de ce résultat préalablement énoncé par Halbwachs. Car l'élève est d'accord pour dire que l'essence d'une civilisation n'est pas matérielle, mais réside dans le sens que les constructions matérielles prennent à travers l'esprit des membres de la société (Stoetzel, 1943, p. 345). Mais, alors que pour le « maître » ce « sens » ne peut être étudié qu'au moyen d'une étude du volume et de l'agencement sur le sol des unités humaines, ou à la rigueur pour autant qu'il est associé à des souvenirs fondateurs pour le groupe et stockés dans une mémoire collective, pour l'élève il peut être appréhendé par le recueil des opinions. D'après Stoetzel, c'est en formulant grâce à l'opinion une intention qui prend la forme d'une solution préconisée pour résoudre un problème que le groupe réussit le plus clairement à laisser sa trace dans le monde physique, à s'inscrire dans la matière. C'est donc ainsi qu'il s'impose à ses membres avec le plus d'efficacité. Faisant fi des scrupules rationalistes qui continuaient de hanter Halbwachs, Stoetzel franchit résolument le pas qui consiste à voir dans des formulations verbales exprimées par des individus « une donnée immédiate de la conscience sociale ».

Une théorie de « l'instinct social »

Toutefois, la parenté avec la sociologie d'Halbwachs à notre sens ne s'arrête pas là. Stoetzel, qui travaille aussi à l'INED²⁰, attache une importance primordiale aux phénomènes de population. En s'intéressant à l'ensemble des problèmes qui relèvent de la démographie, la méthode des sondages prend une autre dimension scientifique et acquiert dans l'esprit de son promoteur, irions-nous jusqu'à dire, ses vrais titres de noblesse. Car c'est là que l'idée d'une opinion publique appréhendée comme la forme sensible première du groupe prend tout son sens. C'est qu'en effet Stoetzel a gardé de son maître Halbwachs « l'idée que les faits de population constituaient comme le sous-basement des sociétés » (Roussel, 1981, p. 90-91). Il convient avec lui du fait que les phénomènes démographiques sont toujours chargés de sens parce qu'ils ont une signification sociale : ils sont une expression des équilibres fondamentaux de la société. Stoetzel est d'accord avec Halbwachs pour dire par exemple que l'équilibre des sexes n'est pas dû à une simple action organique. Pour qu'il se maintienne il faut que la société ait une action modératrice qui donne naissance à une acceptation sociale totale. Or, chez Halbwachs ces équilibres sont le résultat d'une prise que la société a sur son corps, c'est-à-dire sur sa population. Et cette prise est à comprendre comme une sorte d'instinct collectif de conservation :

« Il existe une routine possible, une imagination, ou une illusion commune du groupe [...] un sens intuitif et profond, un instinct collectif qui équivaut à une sagesse supérieure, sens des conditions d'un équilibre, sens du caractère presque indéfini de la prise que la population, mais elle seule [...] peut avoir sur elle-même » (Halbwachs, 1970, p. 176)²¹.

En d'autres termes, la société sait ce qui est bon pour elle et insuffle à ses membres en toutes circonstances un élan vital qui travaille à sa perpétuité dans le temps et dans l'espace.

« Une population prend à la longue conscience de sa structure, de ses rapports avec le milieu physique, aussi bien qu'avec les populations voisines, envisagées aussi dans leurs formes matérielles [...] Un tel sentiment commun est une force résistante aux changements de forme, par

20. Il en est même un des promoteurs et un des chercheurs de la première heure, puisque dans la continuité du travail effectué à la Fondation Carré (d'où est issu l'INED), il crée une « section d'étude des facteurs psychologiques et sociaux des phénomènes démographiques » (Girard, 1986, p. 121).

21. C'est nous qui soulignons.

19. Notons au passage que Stoetzel fait une citation intégrale de ce passage, dans son article consacré aux liens entre sociologie et démographie (Stoetzel, 1946, p. 83).

compression et déplacement ou détachement des parties [...] Les hommes naissent et meurent dans les mêmes lieux, ils se marient les uns avec les autres, les familles qu'ils forment se perpétuent sur place. Ils se représentent à eux-mêmes, collectivement, comme faits de la même substance » (*ibid.*, p. 67).

Toutes les fonctions de la société s'orientent vers sa vie et vers elle seule. Ainsi, pour Halbwachs, s'explique par exemple la limitation réaction instinctive face au manque de place qui caractérise la nouvelle structure de population qu'est la ville, et face à la complication de la vie sociale qui l'implique le fait de vivre en ville. Comme le mode de vie urbain, en morcelant les activités sociales et en multipliant les contacts entre individus, demande beaucoup d'efforts à ses habitants qui doivent changer nombre d'habitudes pour s'y intégrer, la société ne peut perdurer que si elle développe chez eux une mentalité qui attache plus de prix à l'existence individuelle et à sa prolongation²². Ainsi, « on peut appliquer à la société ce qu'on a toujours pensé des dieux, savoir qu'ils diffèrent principalement des hommes en ce que la mort ne les atteint pas » (*ibid.*, p. 121). Pour la société comme pour l'individu vivre consiste à s'adapter, c'est-à-dire à adapter son organisation aux possibilités qu'elle perçoit.

Il nous semble que cette thématique se retrouve dans la pensée de Stoetzel. Par exemple dans sa thèse, quand il fastige le « réalisme sociologique » qui consiste à considérer la mentalité collective comme une idée platonicienne à laquelle participeraient les individus perçot.

²² Girard, qui a été initié aux sciences sociales par Stoetzel, et semble lui aussi influencé par Halbwachs, retrouve ce résultat dans *Le droit du conjoint*. Quand on demande aux couples mariés quel âge leur semble le plus convenable pour convoler, on s'aperçoit que les Français se marient aux âges qui paraissent les plus favorables, que l'âge idéal collectif et l'âge effectif sont proches, et que de plus il y a un parfait accord du public sur cet âge : « Les attitudes sont en accord complet avec le comportement, et il n'y a pas lieu de s'attendre à des changements dans ce domaine » (Girard, 1981, p. 146). De la sorte « l'expérience vécue confirme les faits » (*ibid.*, p. 182). De même il existe une concordance entre nombre idéal et nombre véritable d'enfants (trois au maximum). Bref, « cette observation implique l'existence d'un modèle très précis dans la conscience collective », propre à une France devenue malthusienne, et dont les caractéristiques principales sont le relatif abaissement de l'âge au mariage et la diminution du nombre d'enfants dans les familles (*ibid.*, p. 171). « La société veille » en soumettant le mariage et la formation de la famille à une stricte réglementation qui opère à plusieurs niveaux sur tout un ensemble de représentations, et à laquelle les individus cherchent à se conformer (*ibid.*, p. 195-196). « [...] Le groupe dispose de bien des moyens pour étendre son emprise sur les démarches secrètes de ses membres. Il peut régler leurs actes en les amenant à modifier leurs motifs », écrit Halbwachs (1970, p. 116).

compression et déplacement ou détachement des parties [...] Les hommes naissent et meurent dans les mêmes lieux, ils se marient les uns avec les autres, les familles qu'ils forment se perpétuent sur place. Ils se représentent à eux-mêmes, collectivement, comme faits de la même substance » (*ibid.*, p. 67).

Toutes les fonctions de la société s'orientent vers sa vie et vers elle seule. Ainsi, pour Halbwachs, s'explique par exemple la limitation réaction instinctive face au manque de place qui caractérise la nouvelle structure de population qu'est la ville, et face à la complication de la vie sociale qui l'implique le fait de vivre en ville. Comme le mode de vie urbain, en morcelant les activités sociales et en multipliant les contacts entre individus, demande beaucoup d'efforts à ses habitants qui doivent changer nombre d'habitudes pour s'y intégrer, la société ne peut perdurer que si elle développe chez eux une mentalité qui attache plus de prix à l'existence individuelle et à sa prolongation²². Ainsi, « on peut appliquer à la société ce qu'on a toujours pensé des dieux, savoir qu'ils diffèrent principalement des hommes en ce que la mort ne les atteint pas » (*ibid.*, p. 121). Pour la société comme pour l'individu vivre consiste à s'adapter, c'est-à-dire à adapter son organisation aux possibilités qu'elle perçoit.

Il nous semble que cette thématique se retrouve dans la pensée de Stoetzel. Par exemple dans sa thèse, quand il fastige le « réalisme sociologique » qui consiste à considérer la mentalité collective comme une idée platonicienne à laquelle participeraient les individus perçot.

²² Girard, qui a été initié aux sciences sociales par Stoetzel, et semble lui aussi influencé par Halbwachs, retrouve ce résultat dans *Le droit du conjoint*. Quand on demande aux couples mariés quel âge leur semble le plus convenable pour convoler, on s'aperçoit que les Français se marient aux âges qui paraissent les plus favorables, que l'âge idéal collectif et l'âge effectif sont proches, et que de plus il y a un parfait accord du public sur cet âge : « Les attitudes sont en accord complet avec le comportement, et il n'y a pas lieu de s'attendre à des changements dans ce domaine » (Girard, 1981, p. 146). De la sorte « l'expérience vécue confirme les faits » (*ibid.*, p. 182). De même il existe une concordance entre nombre idéal et nombre véritable d'enfants (trois au maximum). Bref, « cette observation implique l'existence d'un modèle très précis dans la conscience collective », propre à une France devenue malthusienne, et dont les caractéristiques principales sont le relatif abaissement de l'âge au mariage et la diminution du nombre d'enfants dans les familles (*ibid.*, p. 171). « La société veille » en soumettant le mariage et la formation de la famille à une stricte réglementation qui opère à plusieurs niveaux sur tout un ensemble de représentations, et à laquelle les individus cherchent à se conformer (*ibid.*, p. 195-196). « [...] Le groupe dispose de bien des moyens pour étendre son emprise sur les démarches secrètes de ses membres. Il peut régler leurs actes en les amenant à modifier leurs motifs », écrit Halbwachs (1970, p. 116).

dus (Stoetzel, 1943, p. 360), il prend bien soin de préciser tout de suite après :

« Et pourtant, il faut reconnaître à l'opinion publique, comme au public lui-même, une permanence, une durée qui dépasse les fluctuations ou même les apparitions et les disparitions individuelles. L'individu arrive dans un état d'opinion, dans un public tout formé. Sa mort particulière ou simplement ses vicissitudes personnelles restent sans effet sur l'existence de l'opinion publique » (Stoetzel, *ibid.*, p. 362).

On comprend mieux rétrospectivement l'intransigeance de l'opinion publique et l'adhésion totale que le sujet se doit de lui accorder : « Le lien social repose sur la coopération aux valeurs communales. Mais les valeurs qui entrent en participation totale sont celles qui ne supportent aucune discussion » (*ibid.*, p. 356). Si le membre du groupe s'attache de toutes ses forces à la position qu'il prend collectivement avec les autres, c'est que c'est là le comportement que le groupe, soucieux de se préserver dans le temps et l'espace, souffre insidieusement à chacun. Le groupe s'attache de toutes ses forces aux formes matérielles qui l'incarnent, ce qui explique pourquoi des habitants résistent tant qu'ils le peuvent à la démolition de leur quartier, disait en d'autres temps Halbwachs. Les opinions publiques sont plus conservatrices que les opinions privées, traduit Stoetzel.

« [...] La mentalité collective tend naturellement au misonéisme. Un groupe ne subiste que par la conservation de son idéal, de ses instincts, et de ses traditions et de ses coutumes. L'individu peut, dans certaines circonstances, aspirer au changement. Le groupe, par l'effet même de son volontarisme, est conservateur » (*ibid.*, p. 170)²³.

En conséquence, l'attitude, qui connote l'idée d'une disposition plus ou moins permanente, adaptée à des conditions plus ou moins spécifiques » (*ibid.*, p. 66) est la forme que prend individuellement l'instinct social de conservation que le groupe transmet à ses membres :

« Les attitudes sont donc explicatives des opinions. Ce rôle explicatif des attitudes est d'ailleurs très analogue à celui de l'instinct ou de la tendance, dont, au surplus, elles paraissent prendre progressivement la place et recueillir l'héritage » (*ibid.*, p. 68)²⁴.

Rétrospectivement s'éclaire aussi cette idée selon laquelle opiner c'est exprimer, manifester une intention sociale, qui doit désormais être comprise comme la nécessité de survivre et s'adapter, qui

23. C'est nous qui soulignons.

24. C'est toujours nous qui soulignons.

anime le groupe : « Le corps social, ses divisions, ses expressions, ne sont en définitive que les intentions sociales des individus » (*ibid.*, p. 362). L'opinion est bien – comme chez Halbwachs les représentations collectives qui expriment la structure matérielle du groupe, ou encore la remémoration des souvenirs collectifs – cette donnée immédiate de la conscience sociale grâce à laquelle la collectivité pose des questions à ses membres, et manifeste de la sorte une intention sociale qui est de se maintenir en l'état.

C'est pourquoi si les faits sociaux contribuent à façonner les faits de population, ils contribuent aussi à y apporter des explications. La méthode des sondages appliquée aux problèmes de population place la psychologie sociale au confluent de la sociologie et de la démographie, qui est comme le cœur de l'explication en science sociale. La sociologie, « en analysant par ses propres méthodes les conditions dans lesquelles varient les phénomènes démographiques, [...] permet une décomposition meilleure de l'ensemble que devront analyser les démographes. Elle prépare les cadres qui recevront les données de la science de la population » (Stoetzel, 1946, p. 86). Nous pensons qu'il faut voir là plus qu'une simple déclaration de principe, car cette sociologie qui fournit des cadres pour l'analyse des faits de population ne laisse pas d'être inspirée de la sociologie d'Halbwachs. À Halbwachs Stoetzel non seulement emprunte la posture épistémologique qui consiste à compléter les données de la démographie par l'analyse sociologique, mais aussi des principes explicatifs et des concepts qui relèvent directement de la même tradition durkheimienne. C'est uniquement en adoptant cette idée qu'il existe dans le monde social des lois comme il y en a dans le monde physique, et en cherchant à mettre au jour des régularités statistiques objectives qui s'expriment dans la réalité sociale, que Stoetzel se rapproche de l'idéal durkheimien, écrit Blondiaux (*op. cit.*, p. 435). Nous pensons que sa « filiation durkheimienne » va plus loin que ce simple parallèle, et n'est pas sans rappeler la conception qu'Halbwachs se faisait de l'action du groupe sur ses membres. « Si les faits de démographie peuvent être considérés "comme des choses", si la statistique et l'analyse mathématique peuvent s'appliquer à leur déchiffrement, ils ne peuvent être finalement séparés de la réalité sociale totale dans laquelle ils sont inscrits. Ils sont des faits sociaux, et c'est en tant que tels que la démographie tentera de les comprendre et de les expliquer », écrit Girard (Girard, 1968, p. 279)²⁵. On

retrouve bien ce souci de ramener l'explication à un état de la totalité du groupe, nous semble-t-il, dans l'étude que le même Girard mène avec Stoetzel sur les rapports entre Français et immigrés.

Un exemple : l'enquête sur l'immigration

C'est pourquoi si les faits sociaux contribuent à façonner les faits de population, ils contribuent aussi à y apporter des explications. La méthode des sondages appliquée aux problèmes de population place la psychologie sociale au confluent de la sociologie et de la démographie, qui est comme le cœur de l'explication en science sociale. La sociologie, « en analysant par ses propres méthodes les conditions dans lesquelles varient les phénomènes démographiques, [...] permet une décomposition meilleure de l'ensemble que devront analyser les démographes. Elle prépare les cadres qui recevront les données de la science de la population » (Stoetzel, 1946, p. 86). Nous pensons qu'il faut voir là plus qu'une simple déclaration de principe, car cette sociologie qui fournit des cadres pour l'analyse des faits de population ne laisse pas d'être inspirée de la sociologie d'Halbwachs. À Halbwachs Stoetzel non seulement emprunte la posture épistémologique qui consiste à compléter les données de la démographie par l'analyse sociologique, mais aussi des principes explicatifs et des concepts qui relèvent directement de la même tradition durkheimienne. C'est uniquement en adoptant cette idée qu'il existe dans le monde social des lois comme il y en a dans le monde physique, et en cherchant à mettre au jour des régularités statistiques objectives qui s'expriment dans la réalité sociale, que Stoetzel se rapproche de l'idéal durkheimien, écrit Blondiaux (*op. cit.*, p. 435). Nous pensons que sa « filiation durkheimienne » va plus loin que ce simple parallèle, et n'est pas sans rappeler la conception qu'Halbwachs se faisait de l'action du groupe sur ses membres. « Si les faits de démographie peuvent être considérés "comme des choses", si la statistique et l'analyse mathématique peuvent s'appliquer à leur déchiffrement, ils ne peuvent être finalement séparés de la réalité sociale totale dans laquelle ils sont inscrits. Ils sont des faits sociaux, et c'est en tant que tels que la démographie tentera de les comprendre et de les expliquer », écrit Girard (Girard, 1968, p. 279)²⁵. On

retrouve bien ce souci de ramener l'explication à un état de la totalité du groupe, nous semble-t-il, dans l'étude que le même Girard mène avec Stoetzel sur les rapports entre Français et immigrés.

Un « problème fondamental se pose » dès qu'on essaie d'appliquer les résultats de la psychologie sociale aux faits de population, écrit Roussel : « Lorsqu'un enquête formule une opinion ou exprime une intention, est-ce là le résultat d'une décision individuelle prise en fonction d'un système de valeurs librement choisi ou plutôt l'adhésion spontanée à des normes collectives d'autant plus contraintes qu'elles sont inconscientes ? » (Roussel, *op. cit.*, p. 100). La psychologie sociale laisse la place, ajoute-t-il, à une interprétation plus ou moins holiste des faits analysés. Car « même si l'on admet qu'une décision exprime un choix personnel, il faut convenir que la convergence des choix se transforme à la longue en contrainte » (*ibid.*). L'analyse des opinions des Français vis-à-vis des immigrés illustre bien cette idée de la contrainte comprise comme l'emprise que le groupe, préoccupé de durer face à un flux migratoire qui en modifie l'équilibre, exerce sur sa population.

Dans ce travail que Stoetzel et Girard consacrent à l'immigration, le problème posé consiste à savoir si l'assimilation des immigrants à leur pays d'accueil est réalisée (Stoetzel et Girard, 1953a). D'où découlent deux autres interrogations majeures, à savoir dans quelle mesure l'immigration est un choc pour les nouveaux venus du fait d'un attachement trop profond au pays d'origine ; et, du côté des autochtones, jusqu'à quel point ils opposent une résistance à cette assimilation, de peur de se voir envahis par les étrangers. L'approche, bien sûr, relève de la psychologie sociale. Dans l'esprit des auteurs la recherche psychologique est en effet susceptible d'éclairer le concept d'assimilation qui suppose habituellement que le sujet assimilé est condamné à changer ou à périr. Aussi l'enquête se donne-t-elle pour but de mettre au jour les attitudes, si bien que « sans négliger l'étude des groupes, sans répudier les études sur leur répartition numérique, géographique, professionnelle, il y a lieu de descendre au niveau de l'individu, non pas isolé et considéré en soi, mais pris à l'intérieur de son milieu » (*ibid.*, p. 7). C'est en effet « au niveau des relations et des réactions individuelles qu'il faut des-
cendre, pour saisir la nature des rapports qui s'établissent entre les nationaux et les immigrants » (*ibid.*, p. 56). Donc « il faut encore et

25. Nous soulignons.

surtout pénétrer les dispositions dans lesquelles se trouvent les immigrants eux-mêmes [...] Il ne saurait, en effet, exister d'intégration possible pour les nouveaux venus, sans leur propre participation» (*ibid.*, p. 5).

Or, les réponses aux questionnaires, comme on pouvait s'en douter, mettent en évidence des différences entre les réponses personnelles et les normes qui s'en dégagent. On s'aperçoit, par exemple, que la sympathie des personnes françaises interrogées à l'égard des étrangers est très variable. Elle est plus forte à l'égard d'une nationalité dans les régions où cette nationalité est représentée, ce qui traduit ce fait d'expérience que la connaissance d'étrangers dans la vie quotidienne atténue les tensions. Si bien que la façon dont les Français perçoivent l'adaptation au milieu apparaît « comme un processus naturel, fruit d'expériences quotidiennes et répétées au sein de la vie professionnelle pour les adultes, à l'école pour les enfants et surtout jusque dans la vie privée » (*ibid.*, p. 43). L'influence du vécu individuel, et des relations affectives qui en résultent, est prépondérante dans la façon qu'a une personne d'apprehender les diverses communautés.

« Des relations s'établissent ou peuvent s'établir avec ceux qui sont là. Nous quittons ici le domaine des options globales ou des attitudes générales pour observer le comportement en face d'une réalité qui est ou risque de devenir quotidienne » (*ibid.*, p. 39-40).

À un niveau général, au contraire, les Français ont peur des étrangers, *a fortiori* quand ils sont plongés dans un autre milieu. Le questionnaire n'a pas manqué de provoquer l'apparition de stéréotypes collectifs, révélateurs des attitudes» (Stoetzel et Girard, 1953b, p. 74). Et ces attitudes d'hostilité se retrouvent parfois chez une même personne qui affirme par ailleurs une sympathie non dissimulée pour des voisins immigrés²⁶. Pour les auteurs il s'agit là d'une « réaction primaire et instinctive » qui montre que le groupe, en présence des étrangers, « ressent [...] les limites ou la force de sa personnalité collective et de son identité » (1953a, p. 54). Car par-delà les opinions des individus, chaque collectivité porte en elle un sentiment obscur de son caractère propre et de son unité.

26. Dans ce cas, les enquêtés ne se déclarent pas dérangés par le fait de se trouver au cinéma ou au restaurant, à côté des étrangers, de les côtoyer pendant le travail, voire de laisser leurs enfants se lier d'amitié avec des enfants étrangers. Par contre ils sont plus nombreux à trouver désagréable que leur fille se marie avec un tel étranger (1953a, p. 40-41).

« Ce serait une erreur d'interpréter ce refus comme un signe d'un quelconque racisme. Il y va de quelque chose de plus profond, de moins refléchi, et de plus vital, lié aussi au sentiment de la personnalité collective et de l'appartenance au groupe » (*ibid.*, p. 55).

Or, si ce sentiment existe, c'est parce qu'il est le fruit d'une « conscience de groupe ressentie par tous les membres, d'autant moins aperçue peut-être qu'elle repose sur un passé plus lointain, mais qui développe un sentiment d'appartenance, *peu favorable d'instinct à de nouveaux venus* » (Girard et Stoetzel, 1953b, p. 74)²⁷. N'avons-nous pas là, encore une fois, une variante de cette sorte de sens intuitif que produit la société, de cette sagesse supérieure, si chère à Halbwachs, par laquelle elle prend conscience d'elle-même²⁸ ?

Car, il serait faux de croire que, si obscure qu'elle soit, cette conscience collective ne produit que d'obscur réflexes instinctifs de défense du groupe face à une intrusion étrangère. En plus d'être chargées d'un passé qui raconte l'histoire du groupe, les réponses aux questionnaires montrent par la bouche des enquêtées leur « aptitude » à « donner des choses une représentation objective » (Stoetzel et Girard, 1953a, p. 43). Aussi l'opinion publique considère-t-elle que les étrangers rendent des services économiques mais sont des fauteurs de trouble en puissance car ils entretiennent une agitation sociale. De même, « les commentaires du public font état surtout de la communauté de mœurs ou du genre de vie pour les peuples les plus sympathiques, et surtout de ressentiment patriotique ou de différences très marquées dans les habitudes pour les peuples les moins sympathiques » (*ibid.*, p. 41). De manière générale, l'accent est mis sur « la parenté linguistique ou ethnique » qui justifie, par ordre décroissant, une opinion plus favorable à l'introduction en France des Belges et des Suisses, puis des Hollandais, des Polonais, des Nord-Africains, des Espagnols, des Autrichiens et des Allemands (p. 36-37). La conscience collective utilise aussi des critères nationnels qui fondent les attitudes. Elle se caractérise par cette faculté extraordinaire qu'elle a de fournir aux individus des représentations claires et objectives de leur milieu, écrivait Durheim... La cons-

27. C'est nous qui soulignons. Notons au passage que c'est la même « conscience obscure » que Girard mobilise dans *Le choix du conjoint* pour expliquer la très grande fréquence des mariages homogames : « La société est faire de telle manière que les mariages ne peuvent se conclure "au hasard". Une volonté obscure, et souvent inconsciente, agit dans tous les milieux en vue de provoquer des mariages » (Girard, 1981, p. 109).

28. « Chaque nation porte en soi une conscience obscure de sa nature propre et cherche à ne pas altérer son unité par des apports hétérogènes », écrivent ailleurs les auteurs (1953a, p. 36-37).

cience collective produit des stéréotypes qui nourrissent l'hostilité des Français à l'égard des étrangers, auxquels les premiers s'attachent de toutes leurs forces, et dont il est difficile de se désengager : « Ce n'est que par réflexion, et considérant des situations particulières, ou les qualités des personnes en cause, que les individus peuvent être conduits à renoncer à leur attachement au groupe » (*ibid.*, p. 55).

Du côté des immigrés, qui semble très difficile, voire exclue, au niveau des groupes et de la conscience collective, se fait au niveau des individus» (Stoetzel et Girard, 1953b, p. 74).

Du côté des opinions individuelles sont de la même façon variées. « C'est que les degrés d'adaptation ne sont pas avant tout le fait de conditions originaires de milieu ou de nationalité, mais résultent des aptitudes propres à chacun des immigrants, ainsi que de leur réussite, ou des circonstances particulières, familiales ou de voisinage, dans lesquelles ils se sont trouvés » (Stoetzel et Girard, 1953a, p. 112). Ainsi tel l'Italien, à l'origine attiré par la France qu'il perçoit comme une « terre promise », se plaint de l'accueil des Français et se replie sur des relations avec des compatriotes comme lui immigrés. Il justifie cette attitude par une anecdote significative : il se souvient avoir été convoqué au commissariat et y avoir attendu deux heures avant qu'on le renvoie chez lui en lui donnant pour tout motif de son déplacement une regrettable erreur (*ibid.*, p. 209). L'adaptation de l'individu dépend sans aucun doute de son aptitude à l'adaptation. Pourtant, tous les immigrants « ont quelque chose en propre et en commun, quels que soient leurs origines nationales et sociales, leur milieu, leur âge, la durée de leur séjour... leur statut juridique d'étrangers ou de naturalisés français ». Ce qui les rassemble, c'est d'abord un sentiment de différence. « Porteur d'un passé vécu sous un autre ciel » tout immigrant « conserve un souvenir, qu'actualise dans toutes ses démarches ce qu'il voit, comparé à ce qu'il aurait d'abord vu [...] l'isolement du début a cessé, mais bien des indices le lui remettent en mémoire » (*ibid.*, p. 88). Or, ce sentiment de différence trouve sa source dans le fait que « la vie de l'immigrant est bâtie sur une rupture, inscrite dans son histoire et qui laisse en lui une blessure », si bien qu'il garde toujours « quelque résignation devant son destin » (p. 97). En 1938, Halbwachs parle déjà d'immigrants abordant « avec humilité dans la terre étrangère, comme dépouillés déjà de leur statut ancien » (Halbwachs, 1970, p. 90). Le lien qui les unit, c'est le but qu'ils cherchent à atteindre. Ainsi « un courant de migration n'est point déterminé par des résolutions collectives au moins réflé-

chies » ; chacun garde ses préoccupations propres. Mais l'ambition de se transporter d'un pays à l'autre crée « une vie collective » qui « peut se révéler assez intense, précisément parce que c'est le seul réconfort social que trouveront des hommes sans foyer, sans nation, et qui souffrent certainement d'en manquer » (*ibid.*, p. 91).

Ensuite, l'immigré partage avec les autres un sentiment d'in sécurité dans la mesure où à la rupture physique et morale avec le pays natal se surajoute l'hostilité latente des autochtones, toujours près à leur faire payer les pots cassés en cas de crise ou de troubles. Enfin, la vision du pays d'accueil est la même pour tous : l'immigrant « porte en lui la notion très vive d'un contrat, explicite ou implicite, qui le lie au pays qui l'accueille. Il y est venu et y est resté par intérêt, mais on l'a fait venir et on l'a admis par intérêt » (Stoetzel et Girard, 1953b, p. 75). Bref, si « les immigrants ont tous un visage bien différencié, ils restent pourtant très proches, et les réactions des uns se retrouvent toujours quelque peu chez les autres » (*ibid.*, p. 77). Cette similitude des réactions, qui révèle une situation psychosociale collectivement vécue, s'explique par la présence d'une conscience collective dans laquelle on retrouve « les traces d'une même situation, qui est d'abord extérieure et s'intériorise en chacun ». « Sans doute chacun vit-il pour son compte sa propre aventure, mais cette aventure est la même pour tous » (*ibid.*, p. 75).²⁹ De cette conscience de groupe, extérieure à l'individu et qui s'impose à lui, « l'esprit conserve la vision d'un visage anonyme, d'une situation moyenne, qui n'existent pas réellement, mais résultent d'une fusion de tous les visages rencontrés et de toutes les situations aperçues » (*ibid.*, p. 77).

En résumé, il nous semble que l'enquête sur l'immigration montre l'utilisation par Stoetzel et Girard d'une vision de la conscience collective comprise comme étant à l'origine de sentiments plus ou moins instinctifs qui guident les attitudes. Mais elle peut être aussi la source de représentations objectives de l'univers social qui permettent à l'individu de penser de façon rationnelle le milieu qui l'entoure. Il y a donc une forme de perfection dans les représentations que la société se fait d'elle-même et qu'on retrouve à la

29. Halbwachs, quant à lui, écrit dans le chapitre de *Morphologie sociale* consacré aux « mouvements migratoires » que « ces êtres matériels, hommes revêtus de costumes divers, et traînant leurs bagages, ces créatures en chair et en os et leurs mouvements visibles », n'intéressent le sociologue « que dans la mesure où derrière les formes groupées, les gestes et les paroles échangées, il découvre des représentations collectives invisibles » (p. 88-89).

source des motivations de ses membres. C'est une idée, appliquée à l'opinion, qu'encore une fois Halbwachs n'aurait pas renié :

« En chaque domaine particulier, l'activité sociale édifie [...] des structures sur lesquelles elle s'appuie comme sur un système d'habitudes bien coordonnées. Ces formes de la société expriment bien son esprit. Elles résultent de ses tendances [...] de ses expériences aussi. C'est en elles qu'on découvre le plus clairement les ressorts de son activité » (Halbwachs, 1970, p. 51).

Alors, quel statut accorder au concept de conscience collective dans la théorie des opinions ? Nous avons vu plus haut que dans son discours de 1946, Stoetzel affirme que « la recherche de la clef des processus sociologiques », à travers la notion de conscience collective, révèle que les durkheimiens ont été « doctrinaires et philosophes » (Stoetzel, 1991, p. 448). « C'est un concept opératoire et rien de plus », nous a répondu Girard lorsque nous lui avons demandé quelle était la place de ce concept dans les travaux de Stoetzel et dans les siens (entretien avec l'auteur). Il nous semble pourtant que dans leur sociologie cette notion a un statut plus important, car elle est indissociable d'une théorie de la société. Partant des rapports entre l'individu et la société, et surtout de l'influence de la société sur l'individu, très proche de celle que proposait Halbwachs. D'ailleurs, de manière assez symptomatique, quand nous avons demandé à Alain Girard, non sans une certaine intention provocatrice, pourquoi, à partir du moment où il s'agissait de construire un concept opératoire, ils avaient choisi, Stoetzel et lui, ce terme et pas les « Nous » si chers à Gurvitch par exemple, et si derrière ce choix on pouvait s'autoriser à discerner une filiation durkheimienne, sa réponse fut : « Oui, pourquoi pas » (*ibid.*).

Conclusion

A l'issue de ce panorama, il semble que l'opinion publique telle que la comprend Stoetzel révèle bien une filiation intellectuelle directe avec Halbwachs. Certes, elle émane du discours des individus et prend une forme verbale que le collaborateur de Durkheim s'est toujours refusé à prendre pour objet d'étude³⁰. Pourtant elle

³⁰. En 1935 encore, alors qu'il est question de lancer en France une grande enquête sur le chômage, Simiand et Halbwachs, lors d'une séance du Conseil universitaire de la recherche sociale (organisme créé dans les années 1930 pour coordonner les enquêtes de terrain financées par la Fondation Rockefeller, nouveau mécène des sciences sociales en France, après que le banquier Albert Kahn eut été miné par la crise de 1929), opposent une forme monographique auprès des chômeurs. Tous deux défendent l'idée selon laquelle la

acquiет le même statut que celui qu'Halbwachs accordait aux formes matérielles dans lesquelles la société s'incarne en répartissant sa population sur son sol : une représentation sensible, « forme élémentaire » de la façon dont le groupe se pense et lutte pour survivre, et insuffle à ses membres la volonté d'agir dans ce sens. Cette perception de l'opinion apparaît au grand jour dès lors que la méthode des sondages est appliquée aux faits de population. Dans ce cas, l'enquête d'opinion et la psychologie sociale telles que Stoetzel les conçoit en les associant constituent en un sens des applications de la sociologie d'Halbwachs qui fournit alors le cadre conceptuel nécessaire à toute explication. C'est là, pensons-nous, que la référence au « maître direct » durkheimien s'exprime au grand jour. Car c'est bien plus qu'une simple reconnaissance qu'exprime Stoetzel (et Girard avec lui), c'est un accord de principe sur une théorie de la société et sur l'entreprise qu'elle a sur les connaissances individuelles. « Les faits sociaux expriment une vie psychologique antérieure, des représentations collectives, qui seules, leur donnent un sens [...] Les motifs individuels ne font que tisser des variations infimes autour de l'intention générale du groupe qui est de durer dans l'espace et dans le temps », telle est la leçon que Girard retient de l'enseignement d'Halbwachs (Girard, dans Halbwachs, 1970, p. viii). Stoetzel, de son côté, rappelle que « d'une manière générale, les faits démographiques, comme l'ensemble des phénomènes humains, doivent être interprétés comme le résultat du double processus général de compétition et de coopération, caractéristique de la lutte pour la vie » (Stoetzel, 1946, p. 88).

Alors, pourquoi une si grande « discréction » sur ce qu'il hérite d'Halbwachs mis à part quelques hommages et citations ? Sans doute est-ce là le résultat d'une farouche volonté de se démarquer du durkheimisme, propre à une génération qui a vingt ans dans les années trente, et qui proclame sa révolte contre ses maîtres, dont la foi en le triomphe de la raison à l'approche de la guerre paraissait dangereuse et anachronique. La façon dont Raymond Aron, par exemple, construit son identité de sociologue est, elle aussi, typique de cette révolte³¹. Or Aron ne s'attarde jamais à dire tout ce qu'il doit aux durkheimiens, ne serait-ce qu'à Bouglé qui a grandement

³¹. Méthode d'enquête du type budget-famille est la plus appropriée pour mener à bien le projet, notamment Simiand, qui précise : « Quant aux faits non numériques, ils sont dans une certaine mesure des impressions, notamment quand on essaie de voir la réaction psychologique des chômeurs. Le danger le plus grand est que ces impressions sont recueillies à travers des impressions, ce qui est très grave » (Archives nationales, CURS).

³². Voir Aron, 1985.

influencé sa carrière. Sans doute aussi Stoetzel est-il resté fidèle à cette « incompatibilité tenace » avec la philosophie, « devenant avec l'âge presque hargneuse » (Chevalier, *op. cit.*, p. 77), parce que dans les années cinquante le passage par les sciences sociales américaines était une référence obligée, et qu'il était de bon ton de proclamer son allergie au durkheimisme. De plus, alors que la sociologie était à reconstruire, et qu'il devait affronter, dans la lutte pour la légitimité scientifique, les projets concurrents de Friedman mais surtout Guttman, Stoetzel se devait d'insister sur le (réel) caractère novateur de sa pensée et se montrer empressé de rompre avec le passé. Il n'en reste pas moins que, tout en adoptant une posture épistémologique résolument empirique inspirée d'une certaine sociologie américaine, sa tentative est en quelque sorte le prolongement d'une psychologie collective dont Halbwachs avait posé les jalons dans les dernières années de sa vie.

Jean-Christophe MARCEL
Université Paris IV. GEMAS

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- R. Aron, 1985, *Mémoires*, Paris, Julliard.
 L. Blondiaux, 1991, « Comment rompre avec Durkheim ? Jean Stoetzel et la sociologie française de l'après-guerre (1945-1958) », *Revue française de sociologie*, 32 (3).
 L. Chevalier, 1988-1990, « Jean Stoetzel », *Bulletin de l'Association des anciens élèves de l'ENS*.
 J. Desabie, 1981, « L'estimation du coût des besoins de la vie et la répartition des revenus. Trente ans de travaux du Pr Stoetzel et de l'IFOP », dans collectif, *Science et théorie de l'opinion publique : hommage à Jean Stoetzel*, Paris, Retz.
 A. Girard, 1946, « Sondages et démographie », *Population*, 1 (2).
 — 1968, « Démographie sociale », dans Gurvitch (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF (3^e éd.).
 — 1970, « Présentation », dans M. Halbwachs, *Morphologie sociale*, Paris, A. Colin.
 — 1981 (1959), *Le choix du conjoint*, Paris, PUF (« Cahier de l'INED », n° 70).
 — 1986, *L'Institut national d'études démographiques. Histoire et développement*, Paris, Éditions de l'INED.
 — 1987, « Jean Stoetzel (1910-1987) », *Revue française de sociologie*, 28 (2).
 M. Halbwachs, 1925, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan.
 — 1941, *La topographie légendaire des étranglés en Terre sainte*, Paris, PUF.
 — 1950, *La mémoire collective*, Paris, PUF.

- M. Halbwachs, 1970, *Morphologie sociale* (1938), Paris, A. Colin.
 O. Klineberg, 1981, « Jean Stoetzel et l'étude scientifique du caractère national », dans collectif, *Science et théorie de l'opinion publique : hommage à Jean Stoetzel*, Paris, Retz.
 J. Lautman, 1981, « Chronique de la sociologie française après 1945 », dans collectif, *Science et théorie de l'opinion publique : hommage à Jean Stoetzel*, Paris, Retz.

- J. Maisonneuve, 1981, « Naissance et développement d'une discipline en France : la psychologie sociale », dans collectif, *Science et théorie de l'opinion publique : hommage à Jean Stoetzel*, Paris, Retz.
 G. Michelat, 1989, « Les enquêtes dans l'étude des comportements politiques », dans A. Girard et al., *Les enquêtes d'opinion et la recherche en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.
 L. Roussel, 1981, « Psychologie sociale et démographie », dans collectif, *Science et théorie de l'opinion publique : hommage à Jean Stoetzel*, Paris, Retz.
 J. Stoetzel, 1941, « La psychologie sociale et la théorie des attitudes », *Annales sociologiques*, série A, fasc. 4.
 — 1943, *Théorie des opinions*, Paris, PUF.
 — 1946, « Sociologie et démographie », *Population*, n° 1.
 — 1948, *Les sondages d'opinion publique*, Paris, Les Editions du Scarabée.
 — 1949, « Sociologie et psychologie », *L'Année sociologique*, 3^e série, 1940-1948 (t. 1), Paris, PUF.
 — 1953c, Intervention lors de la « Séance VII : rythmes saisonniers annuels et migrations de tourisme », dans G. Friedmann (dir.), *Villes et campagnes*, Paris, Colin.

- J. Stoetzel et A. Girard, 1953a, *Français et immigrés : l'attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, PUF.
 J. Stoetzel et A. Girard, 1953b, « Problèmes psychologiques de l'immigration en France », *Population*, 8 (1).
 J. Stoetzel, 1957, « Sociology in France : an empiricist view », dans Becker et Boskoff (eds.), *Modern Sociological Theory in Continuity and Change*, The Dryden Press.
 — 1978, *La psychologie sociale*, Paris, Flammarion.
 — 1980, « Les Français et leurs morts », *Population*, n° 3.
 — 1991 (1946), « L'esprit de la sociologie française contemporaine », *Revue française de sociologie*, 32 (3).

AUTRES SOURCES

- Archives nationales, 61 AJ 100, *Papiers du Centre de documentation sociale : « CURS, Procès-verbaux de réunions 1934-1935, rapports 1934-1936-1937 ».*